

## Market News

### Etudes Economiques & Stratégie

mercredi 1er avril 2026

## Les investisseurs ne veulent pas être à l'écart du « Buy the dip » ...

Matières Premières				Cloture américaine				Indices Futures			
	Price	Change	% Chg	Indices	Price	Change	% Chg	Price	Change	% Chg	
Crude Oil	102.02	0.64	0.63%	S&P 500	6,538.92	184.8	2.91%	S&P F	6,595.25	24.5	0.37%
Gold	4,719.50	40.90	0.87%	Dow Jones	46,341.51	1,125.37	2.49%	NASDAQ F	24,058.25	143.25	0.60%
Silver	74.81	-0.11	-0.15%	Nasdaq	21,590.63	795.99	3.83%	DJIA F	46,695	113	0.24%
<b>Changes</b>				<b>VIX</b>	<b>25.25</b>	<b>-5.36</b>	<b>-17.51%</b>				
DXY Index	99.74	-0.220	-0.22%	<b>Secteurs à Wall Street</b>				<b>Asie</b>			
Euro	1.1575	0.002	0.18%	Communication Services			4.41%	Nikkei	53,506.98	2443.26	4.78%
Yen	158.74	0.020	0.01%	Information Technology			4.24%	Hang Seng	25,354.69	566.55	2.29%
Pound	1.3258	0.003	0.23%	Consumer Discretionary			3.28%	Shanghai	3,949.92	58.06	1.49%
<b>Marché obligataire</b>				Industrials			3.24%	Singapore	4,982.57	97.12	1.99%
U.S. 10yr	4.285	-3.3		Financials			2.13%	Asia Dow	5,393.85	276.89	5.41%
Germany 10yr	3.007	-3.1		Health Care			1.94%	Stoxx 600	583.14	2.41	0.41%
Italy 10yr	3.912	-5.7		Materials			1.85%	CAC 40	7,816.94	44.49	0.57%
Japan 10yr	2.306	-5.3		Real Estate			1.50%	DAX	22,830.04	117.16	0.52%
<b>Crypto</b>				Consumer Staples			0.02%	FTSE MIB	44,309.71	486.47	1.11%
Bitcoin USD	68,453	663	0.98%	Utilities			-0.09%	IBEX 35	17,049.60	80.4	0.47%
Ethereum USD	2,123.76	18.25	0.87%	Energy			-1.12%	FTSE 100	10,176.45	48.49	0.48%

Cours au 14/04/26 7:47 AM

Achevé de rédiger à 7h50

## Moyen-Orient : Beaucoup d'espoir mais aucune trajectoire claire vers une désescalade...

- Le président américain Donald Trump doit s'adresser, ce soir, à la nation pour clarifier la position américaine vis-à-vis de l'Iran. Washington oscille entre une possible désescalade rapide (évoquée à un horizon de deux à trois semaines) et des signaux d'escalade, traduisant une stratégie encore instable et difficilement lisible pour les marchés comme pour les alliés.
- Du côté iranien, Massoud Pezeshkian adopte une posture d'ouverture diplomatique conditionnelle. Téhéran se dit prêt à mettre fin aux hostilités, mais exige des garanties internationales strictes et vérifiables pour sécuriser durablement son territoire et éviter toute reprise des attaques. Cette approche vise à repositionner l'Iran comme acteur de la désescalade, tout en faisant porter la responsabilité de la poursuite du conflit sur l'absence de cadre diplomatique robuste.
- A l'inverse, Benjamin Netanyahu maintient une ligne dure, réaffirmant la poursuite des opérations militaires contre l'Iran. L'objectif affiché reste la neutralisation complète des capacités du régime iranien et le renforcement durable de la sécurité israélienne. Cette divergence stratégique entre ouverture conditionnelle iranienne et fermeté israélienne réduit fortement la probabilité d'une trêve à court terme.
- Sur le terrain, les tensions demeurent élevées avec la poursuite des frappes, l'extension des menaces de l'Iran (notamment contre des entreprises technologiques américaines) et une focalisation croissante sur les enjeux énergétiques, en particulier autour du détroit d'Ormuz. Le conflit révèle également des fractures au sein du camp occidental. Plusieurs pays européens, dont la France, l'Italie et l'Espagne, refusent de soutenir les opérations militaires, limitant l'accès à leurs infrastructures et espaces aériens. Ces décisions accentuent les tensions transatlantiques, alors que Donald Trump évoque des représailles économiques potentielles contre ses alliés, signalant un risque de fragmentation accrue de la coalition occidentale.
- Sur le plan financier, le coût du conflit s'annonce déjà considérable. Dans ce contexte, Washington envisage de solliciter un financement des pays arabes. Mais, l'impact économique régional est déjà massif. Selon l'ONU, la guerre pourrait effacer jusqu'à une année de croissance dans les pays arabes, avec des pertes estimées entre 120 et 194 Mds \$ (jusqu'à 6 % du PIB régional). L'Iran apparaît particulièrement vulnérable avec un risque de forte contraction économique, tandis que les effets de contagion s'étendent à l'ensemble de l'économie mondiale. L'ONU appelle ainsi à une cessation immédiate des hostilités, soulignant l'accumulation rapide des coûts économiques et des déséquilibres globaux.

**Donald Trump doit s'adresser à la nation, ce soir à 21h00 (3h00 heure de Paris), pour communiquer de nouvelles informations sur l'Iran. Le président américain a parallèlement affirmé que les Etats-Unis pourraient se retirer du conflit « très bientôt », évoquant un délai de deux à trois semaines, tout en adoptant une position fluctuante entre menaces d'escalade et désengagement.**

**Hier soir, le président iranien, Massoud Pezeshkian, a exprimé une ouverture diplomatique notable en affirmant la volonté de son pays de mettre un terme définitif aux hostilités l'opposant à Israël et aux Etats-Unis.** Cette déclaration, intervenue lors d'un échange téléphonique avec le président du Conseil européen, Antonio Costa. Le chef de l'Etat iranien a toutefois assorti cette volonté de paix de conditions strictes, soulignant que **Téhéran exigeait des garanties internationales solides et vérifiables pour assurer la fin des combats.** L'objectif de ces exigences est de mettre en place un cadre de sécurité permettant d'empêcher toute répétition de ce que le régime qualifie d'agressions contre son territoire et ses intérêts stratégiques. Pour Massoud Pezeshkian, la résolution de la crise ne peut être envisagée sans que les causes profondes du déclenchement des hostilités ne soient traitées par des engagements formels de la part des belligérants. Cette posture cherche à positionner l'Iran comme un acteur prêt à la désescalade, tout en rejetant la responsabilité de la poursuite des affrontements sur l'absence de garde-fous diplomatiques.

**De son côté, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a réaffirmé avec fermeté la poursuite des opérations militaires visant les intérêts de Téhéran lors d'une allocution télévisée solennelle tenue à la veille de la Pâque juive.** Dans un discours offensif, le chef du gouvernement a déclaré que la campagne militaire en cours était **loin d'être achevée et que l'objectif restait d'écraser le régime iranien**, qualifié de structure terroriste. Benjamin Netanyahu a insisté sur la volonté de l'État hébreu de consolider et de renforcer les zones de sécurité établies autour de son territoire afin de protéger durablement sa population contre les menaces extérieures. Toutefois, la partie iranienne conditionne tout apaisement à l'obtention de garanties internationales strictes destinées à empêcher la répétition de ce qu'elle qualifie d'agressions contre sa souveraineté. En dépit de ces signaux diplomatiques prudents en provenance de Téhéran, la rhétorique de Jérusalem demeure centrée sur la destruction des capacités opérationnelles de ses adversaires et la réalisation totale de ses objectifs de guerre. **Le Premier ministre a ainsi balayé l'idée d'une trêve imminente**, préférant souligner la détermination de son pays à remodeler l'environnement sécuritaire régional par la force si nécessaire.

**Sur le terrain, les hostilités se poursuivent sans signe d'apaisement, avec des frappes en Iran, des tensions régionales accrues et des menaces iraniennes visant des entreprises technologiques américaines accusées d'espionnage.** Dans ce contexte, les enjeux énergétiques et stratégiques restent centraux, notamment autour du détroit d'Ormuz, dont l'accès est de plus en plus contesté, accentuant les risques pour l'économie mondiale.

**Plusieurs pays européens, dont la France, l'Italie et l'Espagne, refusent de soutenir les opérations militaires américano-israéliennes contre l'Iran, révélant des tensions croissantes avec Washington malgré leur alliance au sein de l'OTAN.** Paris a notamment interdit le survol de son territoire par des avions transportant du matériel militaire vers Israël, une décision confirmée comme constante depuis le début du conflit, tandis que Rome a refusé l'accès à une base en Sicile faute de consultation préalable et que Madrid a fermé son espace aérien et restreint l'usage de ses bases aux seules opérations de défense collective. **Ces positions ont suscité de vives critiques de Donald Trump,**

---

qui menace implicitement ses alliés et évoque des représailles économiques, accentuant les fractures transatlantiques.

**Donald Trump envisage de solliciter une contribution financière des pays arabes pour soutenir le coût de la guerre menée avec Israël contre l'Iran, une option encore à l'étude selon la Maison-Blanche.** Le conflit représente déjà une charge considérable pour les Etats-Unis, avec plus de 11,3 Mds \$ dépensés en une semaine selon le Pentagone, un montant probablement sous-estimé car excluant certains coûts préparatoires. Les premières phases ont été particulièrement onéreuses, incluant 5,6 Mds \$ de munitions en seulement deux jours, tandis que le CS/S estime les 100 premières heures à 3,7 Mds \$, dont une large part non-budgétée. **Dans ce contexte de dépenses massives, l'Iran se dit prêt à s'engager dans une guerre d'usure visant à affaiblir durablement les Etats-Unis et, potentiellement, l'économie mondiale, accentuant les incertitudes autour de la durée et du coût global du conflit.**

**Le Premier ministre canadien, Mark Carney, a fermement condamné l'intervention militaire israélienne au Liban, qualifiant l'opération « d'invasion illégale » et de violation flagrante de la souveraineté ainsi que de l'intégrité territoriale du pays.** Lors d'une conférence de presse, le dirigeant a souligné l'incohérence de la justification israélienne, rappelant que le gouvernement libanais a officiellement banni le Hezbollah et multiplie les initiatives pour lutter contre les activités terroristes et les menaces dirigées vers Israël.

**La guerre au Moyen-Orient pourrait effacer l'équivalent d'une année de croissance économique dans les pays arabes, avec une perte estimée entre 120 et 194 Mds \$, soit 3,7% à 6,0% du PIB régional,** dépassant la progression enregistrée en 2025 selon l'ONU. Une estimation intermédiaire situe déjà le coût du conflit à environ 186 Mds \$, illustrant l'ampleur des dégâts économiques après seulement un mois de combats. **L'Iran est particulièrement exposé, avec un risque de « contraction économique aiguë »,** tandis que les répercussions s'étendent à l'ensemble de la région et à l'économie mondiale. Face à cette dégradation rapide, l'ONU appelle à une cessation immédiate des hostilités, soulignant que chaque jour supplémentaire de conflit aggrave les pertes économiques et les déséquilibres globaux.

## Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

## S&P 500 - Sur 5 séances

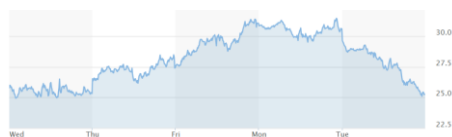


(Source : Marketwatch)

## Etats-Unis

Les investisseurs à Wall Street ont acheté la fin du conflit au Moyen-Orient et/ou ne voulait pas « louper » le « buy the dip » du conflit au Moyen-Orient ! La séance d'hier a observé un puissant mouvement de rebond, alimenté avant tout par des espoirs de désescalade géopolitique au Moyen-Orient, dans un contexte pourtant toujours extrêmement incertain. Les investisseurs sur les actions semblent s'accrocher au moindre signal d'apaisement après plusieurs semaines de tension extrême. Le S&P 500 a ouvert en hausse, à 6 396 (+ 1,1%), mais sur les propos iraniens et ensuite les déclarations de la Maison Blanche, l'indice est rapidement remonté au-dessus des 6 500 points, affichant un gain de près de 3,0% au cours de la séance (à 6 539), avant de clôturer à 6 529 (+ 185 points), sur une hausse de 2,9%. Le Dow Jones est en progression de + 2,5% à 46 342 (+ 1 125 points) et le Nasdaq s'envole de + 3,8% à 21 591 (+ 796 points), tandis que l'indice de volatilité VIX a nettement reculé : - 17,5% à 25,3, traduisant un retour marqué de l'appétit pour le risque. Cette envolée s'explique principalement, dans un premier temps, par les informations de presse selon lesquelles Donald Trump serait prêt à mettre fin à l'offensive militaire contre l'Iran sans exiger la réouverture immédiate du détroit d'Ormuz, une position perçue comme un signal fort de désengagement, puis renforcée en cours de séance par

## VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

des déclarations du président iranien évoquant une volonté de mettre fin au conflit sous conditions, ce qui a déclenché une accélération haussière en seconde partie de journée, parallèlement à une nette détente des prix du pétrole et des rendements obligataires, contribuant à soutenir les valorisations actions, notamment dans les secteurs les plus sensibles aux taux et à la conjoncture. Toutefois, cette réaction de marché apparaît fragile et largement spéculative, car sur le terrain les hostilités se poursuivent, avec notamment des attaques de drones contre des navires dans la région du Golfe et une absence totale de consensus sur les conditions d'un éventuel accord, les autorités iraniennes exigeant des garanties de sécurité et des compensations, tandis que les Etats-Unis et leurs alliés poursuivent les opérations militaires, ce qui souligne un certain décalage entre la réalité géopolitique et l'optimisme des investisseurs. Ces derniers semblent privilégier un scénario de sortie rapide du conflit malgré les nombreux obstacles...

Sur le plan macroéconomique, les publications du jour ont été contrastées mais globalement reléguées au second plan face au thème dominant de la géopolitique, avec un rapport *JOLTS* montrant un repli des offres d'emploi à 6,882 millions en février contre 7,24 millions précédemment, confirmant un ralentissement progressif du marché du travail américain, tandis que l'indice de confiance des consommateurs du *Conference Board* a surpris positivement en remontant à 91,8, alors que les attentes tablaient sur un recul, mais les attentions d'achat et les perspectives des ménages sont en forte baisse lourdement affecté par les prix de l'essence, qui a franchi les 4 \$ le gallon en moyenne aux Etats-Unis, pour la première fois depuis 2022. En parallèle, l'indice PMI de Chicago est ressorti en baisse à 52,8, en-deçà des attentes, et les prix immobiliers mesurés par l'indice *S&P/CoreLogic/Case-Shiller* ont montré un ralentissement de leur progression annuelle à + 1,2%. Ces « data » renforcent l'idée que la banque centrale pourrait maintenir une posture prudente, même si certains responsables, comme le président de la Fed de Kansas City, continuent d'exprimer des inquiétudes sur les pressions inflationnistes liées à l'énergie.

Du côté des valeurs, la séance a été marquée par un puissant rebond des grandes capitalisations technologiques, les « *Magnificent Seven* » tirant l'ensemble du marché vers le haut avec des hausses significatives pour **Meta platforms** (+ 6,7%), **Nvidia** (+ 5,6%), **Alphabet** (+ 5,1%), **Tesla** (+ 4,6%), **Amazon** (+ 3,5%), **Microsoft** (+ 3,1%) et **Apple** (+ 2,5%), dans un mouvement de rattrapage après les corrections récentes, soutenu également par des annonces stratégiques dans l'intelligence artificielle, notamment l'investissement de Nvidia dans **Marvell Technology** (+ 12,8%), qui a entraîné dans son sillage l'ensemble du secteur des semi-conducteurs avec des progressions marquées pour **ON Semiconductor** (+ 11,0%), **ARM** (+ 10,0%), **Western Digital** (+ 7,0%) ou encore **Applied Materials** (+ 5,0%). Les valeurs industrielles ont également bien performé, à l'image de **Caterpillar** (+ 6,2%), tandis que les compagnies aériennes ont bénéficié du repli du pétrole avec **United Airlines** (+ 8,1%), **Alaska Air** (+ 7,5%), **Delta** (+ 5,3%) et **American Airlines** (+ 5,5%). A l'inverse, logiquement, le secteur de l'énergie a été pénalisé par la baisse des cours du brut, avec **Chevron** (- 1,2%), **Exxon Mobil** (- 1,0%) et **Devon Energy** (- 2,2%). Certaines valeurs ont réagi à des annonces spécifiques, comme **Apellis Pharmaceuticals** (+ 135,4%) après son rachat par **Biogen** (- 2,0%), ou encore **Centessa Pharmaceuticals** (+ 45,0%) suite à son acquisition par **Eli Lilly** (+ 3,7%) tandis que **Constellation Energy** (- 6,5%) et **McCormick** (- 6,1%) ont reculé sur des perspectives jugées décevantes ou des opérations stratégiques mal accueillies.

Détail de la séance sur les valeurs : cf. *Les US en Actions*.

### Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

## Asie

Le **Nikkei 225** bondit de 4,6% pour dépasser 53 400 points, mettant fin à une série de quatre séances de baisse dans l'espoir d'une désescalade dans le conflit au Moyen-Orient. Par ailleurs, les dernières données montrent que le sentiment des grands industriels japonais s'est amélioré pour un quatrième trimestre consécutif. L'indice Tankan passe de 16 révisés à 17 en mars, dépassant les attentes et renforçant la position de la Banque du Japon de poursuivre les hausses graduelles des taux. Un tremblement de terre de magnitude 5 a frappé la région de Tokyo, faisant trembler des immeubles dans la capitale du Japon, mais ne déclenchant aucune alerte au tsunami. Presque tous les secteurs ont progressé, menés par les actions liées aux puces et à l'IA. Advantest (+ 9,9%) et SoftBank Group (+ 4,9%) sont en forte hausse, tandis que Tokyo Electron gagne 4,7%.

Le **Hang Seng** bondit de 2,1% et le composite de Shanghai est en hausse de 1,5%, prolongeant les gains précédents. L'optimisme grandit après que le président Donald Trump a suggéré que les opérations militaires américaines en Iran pourraient cesser en deux à trois semaines, apaisant ainsi les inquiétudes concernant les perturbations de l'approvisionnement énergétique. Tous les secteurs ont contribué à la hausse, avec l'immobilier, les finances et les biens de consommateurs parmi les principaux acteurs. Cependant, la vigueur a été tempérée par les données d'enquêtes de *S&P Global* montrant que l'activité industrielle chinoise a ralenti plus que prévu en mars, reflétant une hausse des coûts de l'énergie et contrastant avec les chiffres officiels du *NBS*, publiés hier, qui signalaient la plus forte expansion de l'année après le Festival du Printemps.

Le **KOSPI** grimpe de 8,3%, pour atteindre environ 5 470 points, rebondissant fortement après une baisse de quatre jours. L'apaisement des préoccupations géopolitiques a renforcé l'appétit mondial pour le risque. La hausse a été aussi soutenue par de solides fondamentaux de l'économie sud-coréenne. Les exportations du pays ont bondi de 48,3% sur un an, pour atteindre un record de 86,1 Mds \$, en mars, portées par des livraisons robustes de semi-conducteurs. Les données ont renforcé la confiance dans les perspectives de bénéfices pour le marché actions du pays, axé sur les exportations et les semi-conducteurs. Des avancées notables ont été observées chez Samsung Electronics (+ 13,0%), SK Hynix (+ 10,6%), Hyundai Motor (+ 10,2%), SK Square (+ 7,8%) et Hanwha Aerospace (+ 7,2%).

L'indice australien **S&P/ASX 200** bondit de 2,2%, prolongeant les gains précédents après la forte hausse de Wall Street. De plus, les données économiques domestiques ont montré que les permis de construire ont fortement rebondi en février, portés par les approbations pour les logements du secteur privé excluant les maisons. Presque tous les secteurs de l'ASX 200 ont évolué, menés par les minéraux non-énergétiques, les services commerciaux, les biens durables de consommation et la logistique. Néanmoins, les gains ont été plafonnés par la prudence avant la publication de la performance commerciale, prévue plus tard cette semaine, après la baisse des exportations tandis que les importations ont augmenté en janvier. Parmi les meilleurs acteurs figuraient Northern Star Resources (+ 8,6%), Sandfire Resources (+ 5,6%), PLS Group (+ 3,5%), BHP Group (+ 4,3%) et Fortescue Ltd (+ 3,8%).

## Change €/€



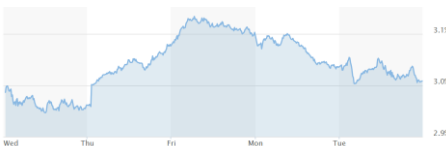
(Source : Marketwatch)

## Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

## Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

## Changes et Taux

La séance sur marché obligataire a été dominée par un climat d'incertitude géopolitique extrême lié aux tensions au Moyen-Orient. Les investisseurs oscillent entre risque inflationniste et scénario de ralentissement économique marqué. Aux États-Unis, cette hésitation s'est traduite par une détente modérée des taux à 10 ans, revenant vers 4,30%, après avoir culminé à 4,47% deux séances auparavant. Sur la journée d'hier, les taux à 10 an sont passés de 4,33% à 4,31%, et sont à 4,30% ce matin. Les taux à 2 ans reculent davantage, à 3,80%, tandis que le 30 ans reste stable autour de 4,90%. Les investisseurs obligataires semblent privilégier, à ce stade, l'hypothèse d'un ralentissement économique susceptible de contenir les pressions inflationnistes, d'autant que Jerome Powell a insisté sur le maintien d'anticipations d'inflation bien ancrées et sur la capacité limitée de la banque centrale à répondre à un choc d'offre, **réduisant la probabilité d'un resserrement monétaire agressif à court terme**. En Europe, l'évolution des taux longs a été plus hétérogène et contenue, en l'absence de catalyseur majeur, mais dans un contexte de réévaluation globale des perspectives monétaires. Le *Bund* allemand se détend légèrement passant de 3,056% au plus haut durant la séance, à 3,007% en clôture, tandis que les OAT françaises refluent à 3,728% et les BTP italiens à 3,912%, avec également une légère détente des *Gilts* britanniques à 4,855%. Ces mouvements s'observent après un mois de mars marqué par une forte remontée des taux (jusqu'à + 60 pb pour certains pays) sous l'effet du choc énergétique et du retour de tensions inflationnistes en zone euro. En effet, l'inflation européenne est remontée à 2,5%, au-dessus de la cible de la BCE, avec des niveaux également élevés en Allemagne et une accélération notable en France. Toutefois, les responsables monétaires, à l'image de François Villeroy de Galhau ou d'Alan Taylor au Royaume-Uni, appellent à la prudence en soulignant l'incertitude entourant l'impact économique du conflit. Au final, la séance d'hier illustre un marché obligataire suspendu à l'évolution géopolitique, où la crainte d'un choc de croissance lié à la guerre compense, voire domine temporairement, le risque inflationniste pourtant ravivé par la hausse des prix de l'énergie, maintenant les taux longs sous pression baissière, à court terme.

Sur le marché des changes, la séance a été marquée par un rebond de l'euro face au dollar, dans un environnement toujours dominé par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient mais où les investisseurs ont commencé à entrevoir une possible désescalade. Le *Dollar Index* est passé de 100,5 à 99,7 au plus bas, avant de revenir, ce matin, à 99,80. L'euro est passé de 1,1460 \$ à 1,1579 \$, avant de revenir à 1,1570 \$ ce matin. Le seuil symbolique des 1,15 \$ est donc dépassé, un mouvement qui s'explique en partie par un regain d'appétit pour le risque lié aux espoirs de négociations entre Washington et Téhéran, mais aussi par une forme d'attentisme vis-à-vis de la politique monétaire américaine. La banque centrale restant prudente face à un choc d'offre énergétique. Mais, à court terme, la dynamique du dollar reste influencée par la hausse des prix du pétrole et les incertitudes sur la croissance américaine, ce qui limite son rôle de « devise refuge » traditionnelle. Malgré ce rebond, l'euro ne récupère qu'une partie limitée de ses pertes récentes, la devise évoluant encore nettement sous les niveaux de fin février proches de 1,18 \$, ce qui traduit une fragilité persistante liée à la dépendance énergétique européenne et à l'incertitude sur la croissance. Face aux autres grandes devises, les mouvements sont restés contenus avec un euro relativement stable contre la livre sterling, le yen et le franc suisse.

La séance sur les métaux précieux s'inscrit dans le prolongement des fortes turbulences observées en mars, avec un marché toujours tiraillé entre des anticipations de détente géopolitique naissante et ajustement brutal des anticipations monétaires. Ce matin, l'or et l'argent évoluent dans des dynamiques

divergentes. L'or est à 4 700 \$, en hausse de 0,4% après être monté de 4 600 à un plus haut de 4 730 \$ hier en séance. L'argent recule de 1,0% à 71,2 \$, après une hausse de 72,3 \$ à 75,7 \$ au plus haut. Il est proche d'un plus haut de deux semaines. Ces mouvements s'expliquent principalement par l'espoir d'une désescalade au Moyen-Orient susceptible de peser sur les prix du pétrole et, par ricochet, de réduire les pressions inflationnistes et la nécessité de politiques monétaires restrictives. Néanmoins, cette détente géopolitique limite paradoxalement le potentiel haussier de l'or ou l'argent, dont la demande de couverture recule légèrement, d'autant que la fermeté persistante du dollar et le niveau élevé des rendements obligataires américains continuent de peser sur les actifs non-rémunérateurs. Il convient également de souligner l'ampleur des corrections observées en mars, avec une chute de plus de 13% pour l'or, sa plus forte baisse mensuelle depuis 2008, et un recul de plus de 20% pour l'argent, inédit depuis 2011, laissant ces deux métaux respectivement à près de 19% et 40% sous leurs sommets de janvier.

### Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

### Pétrole

La séance d'hier et ce matin observe un marché pétrolier indécis, marquée par des mouvements en dents de scie avant, au final, une stagnation des cours, dans un contexte dominé par les signaux contradictoires en provenance du Moyen-Orient. Les prix du brut sur le marché américain sont montés de 103 \$ à quasiment 105 \$, pour chuter à 102 \$ sur des espoirs d'ouverture de négociation de l'Iran et des propos de la Maison Blanche, avec de revenir, ce matin, à 103 \$ ! Par contre, le *Brent*, pour livraison en juin, a reculé fortement, passant de 110 \$ à 103,7 \$ avant de revenir, ce matin, à 105,3 \$. Mais, sur les dernières 24h, il prolonge son mouvement de détente, sous l'effet d'un regain d'espoir quant à une désescalade du conflit opposant l'Iran à Israël et aux Etats-Unis. Ces anticipations ont été essentiellement alimentées par les déclarations du président iranien Massoud Pezeshkian affirmant la volonté de Téhéran de mettre fin aux hostilités sous certaines conditions, notamment des garanties contre de nouvelles attaques, ainsi que par les informations de presse selon lesquelles le président Donald Trump envisagerait d'interrompre la campagne militaire pour privilégier une solution diplomatique et faciliter la réouverture du détroit d'Ormuz. Néanmoins, les investisseurs restent extrêmement prudents, voire sceptiques, face à ces signaux, compte tenu des exigences élevées de l'Iran et du maintien d'un dispositif militaire américain conséquent dans la région, ce qui entretient un risque d'escalade et limite l'ampleur du repli des prix. **Cette incertitude se reflète également dans la structure du marché, avec des écarts de prix inhabituels entre les contrats à court terme**, le Brent de mai ayant encore bondi de près de 5% à 118,35 \$ en raison d'une forte demande pour les livraisons immédiates, illustrant les tensions persistantes sur l'offre physique.

Les perturbations majeures liées à la guerre en Iran et à la fermeture du détroit d'Ormuz ont entraîné une révision sans précédent des prévisions du consensus *Reuters* de prix du pétrole, avec un Brent attendu en moyenne à 82,85 \$ en 2026 contre 63,85 \$ précédemment (+30 %) et un WTI à 76,78 \$ contre 60,38 \$, les deux ayant déjà progressé d'environ 60% depuis fin février. Cette hausse historique, la plus forte depuis 2005, reflète une contraction de l'offre mondiale, notamment avec une baisse attendue de la production de l'OPEP+ pouvant atteindre 11 millions de barils par jour au deuxième trimestre. Les analystes anticipent un marché sous forte tension, avec des risques extrêmes pouvant porter le *Brent* vers 147 \$, voire 190 \$ en cas de fermeture prolongée, malgré un déstockage record de 400 millions de barils par l'Agence internationale de l'énergie, jugé insuffisant. Si une normalisation progressive est envisagée à partir du deuxième semestre, **l'offre devrait rester inférieure aux niveaux d'avant-crise en 2026**, maintenant une prime de risque élevée, tandis que la demande

pourrait être freinée par les prix élevés, avec une croissance limitée entre 120 000 et 800 000 barils par jour.

La production de pétrole brut aux Etats-Unis a enregistré une contraction historique au cours du mois de janvier, marquant son recul le plus important depuis deux ans, conséquence directe d'une vague de froid extrême et de tempêtes hivernales sévères qui ont balayé de vastes zones de production, paralysant les infrastructures et les opérations de forage sur une grande partie du territoire américain. Selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), la production nationale a subi une réduction massive de 410 000 barils par jour (bpj) par rapport au mois précédent. Ce repli significatif ramène le volume total de brut extrait à 13,25 millions de bpj pour le premier mois de l'année, ce qui constitue le niveau de production le plus bas observé depuis février 2025. Cette situation exceptionnelle aux Etats-Unis souligne la vulnérabilité persistante des infrastructures énergétiques face aux aléas météorologiques extrêmes, malgré les avancées technologiques de l'industrie pétrolière. Le retrait de près d'un demi-million de barils par jour du marché mondial, même de façon temporaire, contribue à resserrer l'offre globale et peut influencer les dynamiques de prix sur les places boursières internationales. Les analystes scrutent désormais la rapidité avec laquelle les opérateurs pourront remettre en service les capacités de production interrompues afin de stabiliser les stocks de brut.

***Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.***

## Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur [www.aurel-bgc.com](http://www.aurel-bgc.com)

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.